



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIO

26 octobre 2021

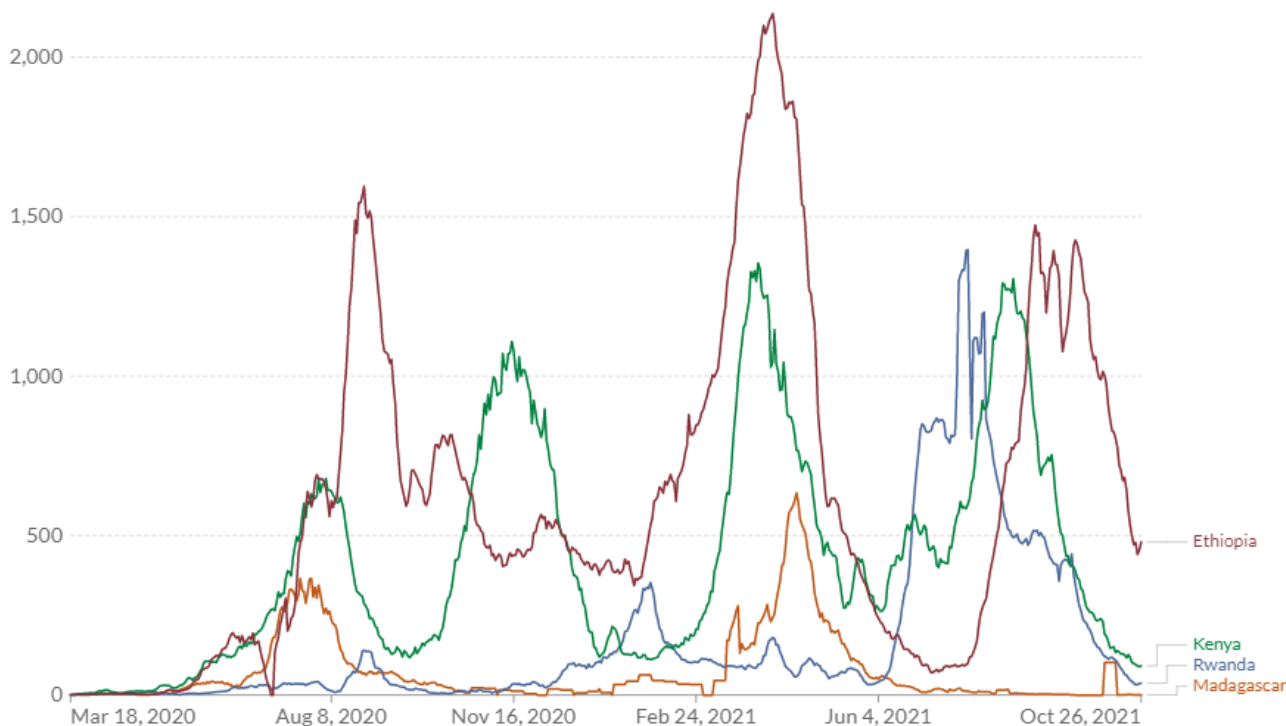
Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.

Our World
in Data

LINEAR LOG



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY



Burundi

Mise en service d'une nouvelle centrale solaire de 7,5 MW.

Alors que le Burundi accuse d'importants retards en matière d'accès à l'énergie (capacité installée inférieure à 100 MW) et enregistre l'un des plus faible taux d'accès à l'électricité au monde (estimé à 11% en 2018), le tout premier projet solaire du pays a été mis en service. Cette centrale solaire photovoltaïque, d'une capacité de 7,5 MW, a été construite par *Gigawatt Global* et financée par un consortium comprenant l'investisseur privé panafricain *Inspired Evolution*, la *Renewable Energy Performance Platform* (REPP) et *Gigawatt Global*. Ce projet amorce la diversification du mix électrique burundais, qui était jusque-là dépendant de l'hydroélectricité (63%) et des énergies fossiles (37%).

Comores

Pas de brève cette semaine.

Djibouti

Pas de brèves cette semaine.

Érythrée

Perspectives agricoles positives selon l'ONU.

Selon les derniers chiffres (septembre 2021) de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (ONUAA), les perspectives de production de matière premières agricoles sont favorables pour l'année 2021. Dans la région Gash-Barka, à l'origine de

plus de la moitié de la production céréalière du pays, la végétation a été beaucoup plus dense que la moyenne à long-terme malgré des précipitations en août inférieures de 30% à leur moyenne sur longue période. Les précipitations devraient dépasser les niveaux moyens en octobre et novembre, assurant de bonnes récoltes pour l'année 2021. Les invasions de criquets qui sévissent depuis 2019 et pèsent sur la production agricole ont été beaucoup plus réduites cette année, en partie grâce aux actions conjointes menées par l'ONUAA et le gouvernement érythréen.

Éthiopie

Pas de nouvelles prévisions de croissance du Fonds monétaire international (FMI).

Pour la première fois, le FMI a décidé de ne pas publier de prévisions de croissance sur la période 2022-2026 pour l'Éthiopie dans la dernière édition de son rapport biennuel *World Economic Outlook* (12 octobre 2021). L'Éthiopie fait partie des 5 pays sur les 195 présentés dans le rapport pour lesquels aucune prévision de croissance n'a été établie (Syrie, Liban, Venezuela, Afghanistan, Éthiopie). Cette décision s'expliquerait par un niveau élevé d'incertitude eu égard au conflit et à une situation macroéconomique instable. La croissance du PIB du pays est estimée à 2,0% pour 2020/21.

Nouvelle dégradation de la note souveraine de l'Éthiopie par Moody's.

Le 20 octobre, l'agence américaine Moody's a dégradé les notes d'« émetteur à long-terme » et d'« emprunteur pour des prêts non garantis » du gouvernement éthiopien, la note souveraine passant ainsi de Caa1 à Caa2. Cette décision fait suite à la précédente dégradation de l'agence le 17 mai 2021, laquelle avait été suivie le 24 septembre par Standard & Poor's (passage à CCC+). L'agence, qui émet une note plus sévère que ses concurrents, explique cette révision par

le retard pris dans le processus de traitement de la dette éthiopienne via le *Common Framework*, couplé à la persistance et l'expansion du conflit, qui réduit la capacité de l'État souverain à obtenir des financements extérieurs, qui sont essentiels pour consolider ses faibles réserves de change. L'agence assortit sa notation de perspectives négatives.

Des ventes d'obligations d'État en hausse.

La dernière vente aux enchères des obligations d'État (T-Bills) a permis au gouvernement de lever 37,5 Mds ETB au lieu des 34 Mds ETB offerts. Si les deux précédentes ventes aux enchères avaient sous-performé (11,7 Mds ETB contre 60 Mds ETB de T-Bills offerts), cela s'expliquerait par la récente mise en place de ce système d'enchères (fin 2019). Précédemment, les banques étaient contraintes d'acheter des T-Bills pour un montant équivalent à 27% de leur volume de crédits, à un taux de 5% (contre 8% pour la dernière enchère, 1% supérieur au taux minimum pour les comptes d'épargne). Les T-Bills d'une maturité d'un an ont été le plus souscrites, contrairement à celles aux maturités de 28 et 180 jours (aucune souscription pour celles de 90 jours).

Kenya

Fin du couvre-feu et programme de relance supplémentaire

Le 20 octobre 2021, à l'occasion de son discours pour le Mashujaa Day, le président kényan, Uhurru Kenyatta, a annoncé la fin du couvre-feu sanitaire à 22h dans l'intégralité du pays, en place depuis mars 2020, suite à la baisse du taux de positivité journalier en dessous des 5%. Le président a également annoncé un plan de relance supplémentaire de 26,0 Mds KES (234,0 MUSD) afin de soutenir la reprise et porter la croissance à 6% cette année. Celui-ci couvre les secteurs de l'agriculture, la santé, l'éducation, la réponse à la sécheresse, les infrastructures,

l'inclusion financière, l'énergie et la conservation de l'environnement. Les premières mesures détaillées contiennent notamment la poursuite des subventions aux fertilisants (1,0 Mds KES); une aide de 1,5 Mds KES pour le secteur du sucre; 1,0 Mds KES pour le secteur du café et; 8 Mds KES pour le programme d'expansion des infrastructures scolaires. Les détails complets du programme de relance devraient être détaillés prochainement.

Les ambitions du pays vis-à-vis de l'énergie nucléaire repoussées.

Le plan de développement énergétique à moindre coût du Kenya (LCPDP) annonçait que la première centrale nucléaire du Kenya devait être mise en service en 2037. Le groupe de travail présidentiel formé pour étudier les modalités de réduction du coût de l'électricité a cependant recommandé dans son dernier rapport la dissolution de l'Agence pour l'énergie et l'électricité nucléaires (Nupea), estimant qu'elle n'a pas d'utilité majeure pour le moment. Le rapport indique en effet qu'il est peu probable que le pays se lance dans la production d'énergie nucléaire dans un avenir proche. Le développement de la politique générale de l'énergie nucléaire sera géré directement par le Ministère de l'Énergie.

Madagascar

Le groupe français Bricorama noue un partenariat avec le magasin ABC du groupe SIRR.

Spécialisé dans le bricolage, le groupe français, Bricorama, s'est engagé à Madagascar au travers d'un partenariat conclu avec le magasin ABC, un enseigne de la Société d'Investissements et Représentations Régionales (SIRR) qui opère dans plusieurs secteurs : santé, immobilier, hôtellerie, restauration, distribution. Ce partenariat permettra à ABC de pouvoir bénéficier de l'expertise du groupe français sur les segments « métier » de la construction et de l'aménagement et de disposer également d'un

accompagnement dans les secteurs de la formation et des ressources humaines. L'inauguration, à Tananarive, du magasin « ABC by Bricorama » a eu lieu lundi 25 octobre 2021. Le site s'étend sur 5000 mètre carré et propose environ 40 000 références.

❖ Maurice

Sortie de la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI).

Suite à la visite d'une délégation du Groupe d'Action Financière (GAFI) du 13 au 15 septembre, l'organisme intergouvernemental a annoncé lors de sa réunion plénière du 21 octobre la sortie de l'Île Maurice de sa liste grise des « juridictions sous surveillance accrue », dans laquelle le pays était inscrit depuis février 2020. Le GAFI a notamment souligné les efforts déployés par Maurice en matière de renforcement de son système de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Maurice s'est engagé à mettre en œuvre un plan d'action consistant à superviser les entreprises et professions concernées, améliorer l'accès aux informations sur les bénéficiaires effectifs des entreprises, former les forces de l'ordre et agences chargées des enquêtes financières et appliquer des sanctions financières ciblées.

❖ Ouganda

L'Autorité fiscale ougandaise (URA) rate l'objectif du premier trimestre de 140 MUSD.

Le gouvernement a fixé à l'URA un objectif de collecte de recettes totales de 6.26 Mds USD pour l'exercice 2021/22, soit une augmentation de plus de 15 % par rapport aux recettes de l'année dernière. L'URA a manqué son objectif pour le premier trimestre de 140 MUSD sur l'objectif de 1,39 Md USD fixé par le

gouvernement ; l'organisme fiscal a réussi à collecter 1,25 Md USD ce qui constitue, néanmoins, une augmentation de 109 MUSD par rapport aux recettes de 2020/21 pour la même période. Le commissaire général de l'URA, J. Musunguzi, a justifié ce montant par le fait que les restrictions continues du gouvernement sur certains secteurs ont partiellement affecté la chaîne d'approvisionnement, perturbant ainsi le marché notamment les restaurants, les complexes hôteliers et l'événementiel. En 2020/21 déjà, les recettes intérieures avaient été considérablement affectées par le ralentissement économique dû à la pandémie et la surévaluation des recettes intérieures budgétées avaient été d'environ 680 MUSD (+10,9 %) par rapport aux recettes réalisées.

❖ Rwanda

Des directives pour améliorer l'accès au logement des rwandais d'ici 2050.

La *Rwanda Land Management and Use Authority* (RLMUA) propose un nouveau plan et de nouvelles directives visant à permettre la relocalisation de 61% de la population qui vit actuellement dans des logements informels et insalubres. Avant de trouver un site pour cette opération, RLMUA veut s'assurer, à travers ses directives, que toutes les parties prenantes (la communauté, les propriétaires terriens, les promoteurs immobiliers, les ingénieurs, les élus locaux, etc.) soient bien mobilisés. De même, avant la mise en place du plan de relocalisation, les directives prévoient le traitement d'enjeux essentiels tels que l'accès à l'eau et à l'électricité, ainsi qu'aux services publics comme les écoles et les centres médicaux. Ce programme est d'autant plus important que l'Autorité Rwandaise au Logement estime que le pays nécessitera 5,5 millions de logements pour accueillir les 22 millions de rwandais prévus en 2050 (contre 2,5 millions de logements en 2019 pour 12 millions d'habitants).

❖ Seychelles

Reprise effective des vols d'Air France.

Après dix-huit mois d'absence, Air France a repris ses vols aux Seychelles. La compagnie française reliera les Seychelles et la France deux vols par semaine ; les jeudis et les samedis depuis Paris et les vendredis et dimanches depuis Mahé. D'après le bureau des statistiques, plus de 8 000 touristes français se sont rendus aux Seychelles depuis le début de l'année. L'action des partenaires et promoteurs touristiques ont permis de valoriser la destination touristique des Seychelles et les six premiers vols seront pleins. Avec le secteur pêche, le tourisme est l'un des deux leviers de croissance de l'archipel.

❖ Somalie

Un accord entre le Président et le Premier ministre met fin à des mois de tension politique.

Les tensions politiques durent depuis le mois de septembre et font suite à la conclusion de l'enquête sur la disparition d'une agente du renseignement en juin, Ikran Tahlil Farah, qui incrimine les islamistes shebab et qui a conduit au désaccord entre les deux hommes : Mohamed Roble avait limogé Fahad Yasin, chef de la Nisa en charge de l'enquête et proche du Président Farmajo.

Le processus électoral, organisé par le Premier Ministre et qui aurait dû conduire à l'élection d'un nouveau Président en février 2021, a pris du retard puisque les élections de la Chambre haute du Parlement ne sont pas terminées et que les membres de la chambre basse ne sont toujours pas désignés. Néanmoins, les deux dirigeants sont parvenus à un accord et ont convenu jeudi 21 octobre d'accélérer le processus électoral en appelant les États membres fédéraux à initier les élections de la Chambre basse du Parlement dans les deux prochaines semaines.

❖ Soudan

Coup d'État et déclaration de l'état d'urgence.

Lors de deux déclarations, lundi et mardi, le Général Burhan a décrété la prise du pouvoir par l'armée, l'état d'urgence et la dissolution du conseil de Souveraineté et du gouvernement. Le Premier ministre Abdallah Hamdok a été mis sous résidence surveillée et plusieurs membres du gouvernement, du Conseil de souveraineté et dirigeants politiques ont été arrêtés. Les secrétaires généraux des ministères ainsi que les gouverneurs des États ont tous été limogés. Les principales échéances annoncées par les militaires sont : 1/ sous 10 jours : levée de l'état d'urgence, nomination d'un Premier Ministre avec création d'un nouveau gouvernement formé de technocrates 2/ dans les prochains jours, amélioration des accords de paix et prise en compte des exclus (référence à une tribu de l'Est, qui se sentant exclus de ces accords, continuait de bloquer les ports de Port Soudan et la route entre Port Soudan et Khartoum) 3/ La transition durerait 18 mois avec des élections générales annoncées pour juillet 2023. Les différentes composantes de la société civile ont appelé à la désobéissance civile et à des manifestations, qui ont surtout été suivies durant la journée du lundi. Une grande manifestation a été convoquée pour ce samedi 30 octobre. La communauté internationale dans sa très grande majorité condamne le coup d'État, à l'instar du secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres. De leur côté les États-Unis ont suspendu leur aide non humanitaire estimée à 700 MUSD. Les communications, internet et téléphonie mobile, restent très instables. Enfin la route entre Port Soudan et Khartoum vient d'être réouverte, en donnant priorité à la circulation des camions citernes.

❖ Soudan du Sud

Pas de brèves cette semaine.

Tanzanie

Reprise des négociations du projet GNL à 30 Mds USD.

Sur la demande de la présidente de Tanzanie, Samia Suluhu Hassan, le ministre de l'Énergie, January Makamba, a rencontré une équipe d'Equinor ASA dirigée par M. Paul McCafferty, vice-président principal pour l'exploration et la production. Les négociations techniques pour ce projet d'exploration de GNL de 30 Md USD, mis en sommeil depuis 2017 par le président Magufuli, devraient reprendre le 8 novembre prochain. Le projet concerne la construction d'une usine de liquéfaction à 30 Mds USD à Lindi, conclu en 2014 par un consortium d'acteurs privés (Equinor, Shell, Exxon Mobil, Ophir Energy, Pavilion Energy) et publics (TANESCO, TPDC) pour liquéfier puis exporter le gaz tanzanien. Avec environ 57,7 tcf de réserves de gaz naturel, la Tanzanie offre également des opportunités infinies aux investisseurs dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel.

Le Serengeti nommé meilleur parc national aux *World Travel Awards* (WTA) 2021.

Le parc national du Serengeti en Tanzanie a, pour la troisième année consécutive, été nommé Premier parc national d'Afrique, battant six autres parcs nationaux du continent aux *World Travel Awards* (WTA) 2021. Célèbre pour la migration des gnous et une vaste plaine qui abrite des millions d'animaux sauvages, y compris les « Big 5 » (éléphants, lions, rhinocéros, buffles, léopards), le Serengeti a reçu cette distinction face à ses concurrents africains : *Central Kalahari Game Reserve* (Botswana), *Etosha National Park* (Namibie), *Kidepo Valley National Park* (Ouganda), *Kruger National Park* (Afrique du Sud) et *Masai Mara National Reserve* (Kenya). Les *World Travel Awards* ont également reconnu le cratère du Ngorongoro et le mont Kilimandjaro parmi les principales destinations d'Afrique. Récemment, la Tanzanie a alloué 39,2 MUSD à la mise en œuvre de projets visant à

relancer le secteur du tourisme touché par la pandémie de Covid-19.

USAID accorde 25 MUSD à *Tetra Tech* pour l'eau et l'assainissement.

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) fait à nouveau confiance à *Tetra Tech*. Après le contrat confié en août 2021 pour la préservation de la biodiversité en Afrique, l'entreprise américaine obtient un financement de 25 MUSD de USAID pour renforcer les services d'eau et d'assainissement en Tanzanie. Le but est d'atténuer les effets du dérèglement climatique. Dans ce pays de près de 60 millions d'habitants, la rareté de l'eau cause la surexploitation du peu de ressources disponibles avec comme conséquence la détérioration des infrastructures en zones urbaine et rurale. L'entreprise *Tetra Tech*, spécialisée dans les services d'ingénierie et de conseil technique accompagnera la Tanzanie dans la gestion de ses infrastructures d'approvisionnement en eau, favorisant en même temps le développement des services d'assainissement et d'hygiène dans ce pays d'Afrique de l'Est. Dans le cadre des projections « Vision 2025 », le gouvernement tanzanien s'est engagé à porter l'accès à des installations sanitaires améliorées à 95 % d'ici à 2025.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor